



L'IEDOM vient de publier une étude intitulée « *l'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités* » qui traite des problématiques relatives à l'habitat dans les départements et collectivités de l'outre-mer français. Le logement constitue l'un des objectifs prioritaires de la stratégie de croissance pour l'Outre-mer pour les prochaines années.

Un état des lieux de l'habitat permet de mettre en évidence des progrès importants et un recul global de l'insalubrité, même si des disparités régionales subsistent. Alors que les ménages ultramarins disposent en moyenne de revenus encore inférieurs à ceux des ménages métropolitains, les besoins demeurent conséquents en matière de construction de logements neufs, notamment de logements sociaux, mais aussi de réhabilitation du parc existant.

Si elles ont incontestablement contribué à ces améliorations, les politiques du logement, mises en oeuvre de façon plus tardive qu'en France métropolitaine et manquant souvent de cohérence dans les interventions des différents acteurs publics, en particulier en matière de politique foncière, ont sans doute aussi participé à la déstabilisation observée sur les marchés (spéculation foncière, hausse des prix de l'immobilier, des loyers et des coûts de construction...) et n'ont pas toujours eu les effets escomptés.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Comité économique consultatif de l'IEDOM

Le Comité Economique Consultatif de l'IEDOM s'est réuni le 15 avril 2010 sous la présidence d'Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM, par délégation de Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France et Président du Conseil de surveillance de l'IEDOM.

Après une présentation de l'évolution de la conjoncture économique mondiale et européenne par Pierre Jaillet, directeur général des Etudes et des Relations internationales de la Banque de France, la situation et les perspectives économiques conjoncturelles de chaque géographie ont été examinées. Malgré une timide amélioration observée en fin d'année 2009, la tonalité générale reste morose en termes d'activité. On observe toutefois quelques signes d'une reprise plus franche à terme qui, selon les géographies, devrait se matérialiser dans les prochains mois ou vers la fin de l'année.

Les responsables des Etudes de l'IEDOM ont présenté à un public plus élargi, l'étude sur « *l'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités* ». Une synthèse en six pages, sous la forme d'une note expresse est publiée sur le même sujet.

Ces documents sont téléchargeables sur notre site Internet ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr))

### Médiation du crédit aux entreprises

Au mois de mars 2010, 1 200 dossiers ont été déposés en médiation au niveau national. Sur ce nombre, 985 dossiers ont été acceptés et le taux de médiation réussi s'est établi à 60 %. La Médiation du crédit constate une augmentation sensible du nombre de dossiers déposés depuis le début de l'année ainsi que la progression de la part des TPE.

Au total, depuis novembre 2008, 23 681 dossiers ont été présentés en médiation. Le taux de médiation réussie reste stable à 63 %, 10 387 entreprises ont été confortées dans leur activité, 2,59 milliards d'euros de crédit ont débloqués et 194 181 emplois préservés.

### Pôle commun ACP-AMF

La convention instituant le pôle commun entre l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) et l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour la protection des épargnants a été signée le 30 avril 2010 par M. Christian Noyer, Président de l'ACP et M. Jean-Pierre Jouyet, Président de l'AMF.

Le texte est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/acp/pole-commun/convention-ACP-AMF-30-04-2010.pdf>

### Dossier législatif

Le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-76 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance présenté à l'Assemblée nationale par Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le 21 avril 2010, a été renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.

Le texte est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2453.pdf>

### Publications

#### 1 - Les conditions d'accès aux services bancaires des ménages vivant sous le seuil de pauvreté

Le rapport réalisé par le CREDOC pour le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

[http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/telechar/publications/rapport\\_credoc\\_etude\\_conditions\\_acces\\_services\\_bancaires\\_pauvrete.pdf](http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/telechar/publications/rapport_credoc_etude_conditions_acces_services_bancaires_pauvrete.pdf)

#### 2 – La qualité des billets en circulation : un rôle essentiel de la Banque centrale

L'article de Solange Mirigay et Jérôme Moreau (Banque de France) publié dans le Bulletin de la Banque de France n° 179 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

[http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu179\\_6.pdf](http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu179_6.pdf)

#### 3 – Rapport sur le risque systémique

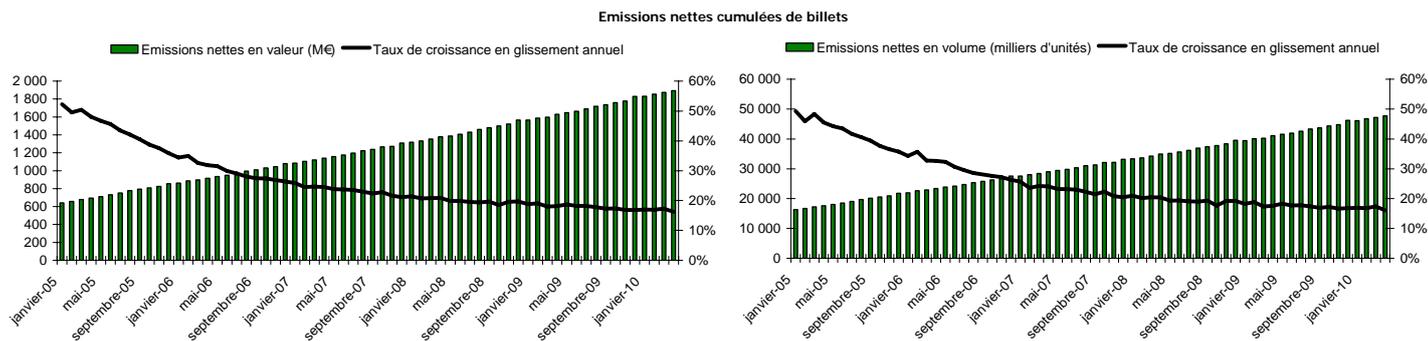
Le rapport commandé par Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, à M. Jean-François Lepetit, ancien président du Conseil national de la comptabilité et de la Commission des opérations de bourse vient d'être publié.

Il est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100414raplepetit.pdf>

## Circulation fiduciaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours dans la zone euro. Au 30 avril 2010, les mouvements de prélèvements et de versements de billets par la clientèle font apparaître un solde se chiffrant à 47,7 millions de billets (équivalent à 1 893 M€), soit une émission nette cumulée depuis l'introduction de l'euro toujours en forte progression mais qui tend à se ralentir (+ 16,2 % sur un an contre +18,1 % à fin avril 2009, et 20,9 % deux ans plus tôt). Ce phénomène est corroboré notamment par le tassement du nombre de billets délivrés par l'IEDOM. Les billets de 20 € sont la coupure la plus utilisée avec 47,9 % du total, pour 24,1 % de la valeur. Les billets de 100 €, quant à eux, ne représentent que 15,4 % du volume total pour 38,8% de la valeur totale.

Agissant pour le compte du Trésor public, l'IEDOM assure également l'émission de **pièces métalliques** en euros. Au 30 avril 2010, l'émission nette cumulée de pièces s'élevait à 47,1 millions de pièces euros pour une valeur de 7,9 M€, soit une augmentation de 8,7 % sur un an (contre + 9,4 % à fin avril 2009). Les pièces de 1 et 2 centimes, dont le taux de retour est très faible, représentent 50,2 % du total en volume, pour 4,2 % de la valeur. Inversement, les pièces de 2 € qui ne représentent que 3,6 % du volume total, atteignent 40,8 % de la valeur totale.



Source : IEDOM

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Bailleurs sociaux

Les trois bailleurs sociaux guyanais ont signé le 30 avril une convention officialisant la redistribution du patrimoine de la SA HLM, cinq mois après sa liquidation administrative. La répartition du patrimoine s'est faite de façon géographique : la SIMKO obtient 36,7 % du patrimoine, principalement à Sinnamary et à Macouria ; la SIGUY 19,6 % à Saint Laurent et à Régina ; et la SEMSAMAR 43,7 % principalement à Cayenne et Matoury. 21 des 36 employés vont rejoindre un des trois repreneurs, les 15 autres ayant demandé leur départ. Les 80 M€ promis par les acteurs nationaux du logement locatif social (l'Action logement ainsi que la Caisse de garantie du logement locatif social) vont servir pour 42 M€ à entreprendre des travaux de rénovation dans les logements, et les 38 M€ restant à solder les dettes de la SA HLM.

### Schéma Départemental d'Orientation Minière

Le Schéma Départemental d'Orientation Minière (SDOM) a été mis en consultation publique le 29 avril pour une durée de 2 mois. Chacun peut venir le consulter librement et proposer ses commentaires. Dans deux mois un bilan de cette concertation sera effectué et le SDOM sera alors soumis aux collectivités et assemblées consulaires. Le décret est envisagé pour la fin de l'année 2010.

### Environnement

La France a été condamnée par la Cour Européenne à verser 67 M€ d'amende à cause de ses défaillances dans le traitement des déchets en Corse, en Guadeloupe et en Guyane. Le mercredi 7 avril le préfet a donc présenté un plan d'action destiné à éliminer les décharges non autorisées. Pour Kourou, Sinnamary et Iracoubo, les travaux de stockage aux normes des déchets, ainsi que la réhabilitation de la décharge ont commencé. 1,5 M€ seront financés par l'Etat dans le cadre du plan de relance et 300 000€ par l'ADEME. Une décharge aux normes devrait être installée à Saint Georges, en partenariat avec la commune de Régina. Un centre simplifié devrait être construit à Saül. Les décharges de Papaïchton et d'Apatou vont être fermées. Les déchets d'Apatou seront traités à Saint Laurent, alors que ceux de Papaïchton seront transférés à Maripasoula où des travaux devraient débuter en vue de la construction d'une déchetterie avec modules de tri et de compostage. La décharge de la commune de Saint Elie est fermée et ses déchets seront transférés à Kourou. A Cayenne, les travaux de réhabilitation de la décharge des Maragouins sont toujours en cours, en attendant la création du Centre de Stockage des Déchets Ultimes prévu dans deux ans.

### Spatial

Après trois reports du vol 194 d'Ariane 5, Arianespace a pris la décision de mettre en place un groupe de travail ainsi qu'un audit qualité afin de déterminer les causes exactes des difficultés techniques rencontrées depuis trois semaines. L'audit qualité aura pour but « d'analyser les raisons des difficultés techniques observées et proposer des mesures correctives ». Le décollage avait été reporté à cause d'une anomalie sur le système de pressurisation du lanceur. Ce troisième report devrait avoir une incidence sur le calendrier des lancements programmés cette année (7 tirs sont prévus pour 2010).

### Construction

A partir du 1<sup>er</sup> mai, les maîtres d'œuvre domiens devront appliquer de nouvelles réglementations thermiques, acoustiques et d'aération (RTAA). Ces nouvelles règles résultent du Grenelle de l'environnement et visent à limiter la consommation d'énergie. Elles exigent une protection solaire, une ventilation naturelle et la pose de brasseurs d'air afin de limiter le recours à la climatisation. De plus, 50 % de l'eau chaude produite dans le bâtiment doit être par l'énergie solaire. Les chauffe-eau solaires seront donc obligatoires alors même que les primes d'installation ont été abrogées.

## Alimentation en eau potable

Les élus de la CCCL ont voté le financement de l'usine d'alimentation en eau potable de Matiti pour un montant de 50 M€ (49,4 % CCCL, 24 % Etat, 22 % Europe et 4,6 % Région). Sa construction devrait être achevée début 2013. Elle produira 1 400 m<sup>3</sup> d'eau potable par heure. Le choix des entreprises chargées de la construction se fera en fin d'année, les terrassements commençant fin 2011 et l'équipement de l'usine, début 2012 ; des tests s'étaleront de juin 2012 à avril 2013. De plus, une nouvelle canalisation de 50 centimètres sera construite entre Balata et Soula de façon à fournir l'eau à la population croissante de ce quartier. Les 50M€ comprennent aussi la construction de deux châteaux d'eau de 4 000 m<sup>3</sup> sur le Mont petit Matoury.

## Transport aérien

Air Guyane Express a réalisé le premier vol de test de la nouvelle liaison reliant Cayenne à Grand Santi via Saint Laurent. Le premier vol commercial devrait avoir lieu le 11 mai. Après 45 minutes de vol, l'avion doit se poser à Saint Laurent afin de refaire le plein en carburant. La citerne de stockage de carburant, d'une capacité de 15 000 litres devrait être construite prochainement, tout comme un parking extérieur, une clôture et le bétonnage de la piste. La piste d'atterrissage de Grand Santi, d'une longueur de 1 000 mètres a été bétonnée. Au nom de la continuité territoriale, les billets sont subventionnés à 50 % par l'Etat et la Région. Ainsi, un aller retour Cayenne Grand Santi coûte 116,4 € pour un adulte non résidant et 71,5 € pour un adulte résident. Le parcours Cayenne Saint Laurent, réalisable par la route n'est quant à lui pas subventionné.

Le 10 mai, une compagnie aérienne surinamienne assurera de nouveau la liaison entre Cayenne et Paramaribo. Trois vols par semaine devraient avoir lieu les lundi mardi et vendredi, pour un prix aller-retour de 240 €. Cette même compagnie espère ensuite mettre en place une liaison entre Cayenne et Georgetown.

Entre le 15 juin et le 15 septembre 2010, deux vols quotidiens relieront Cayenne à Paris. Air Caraïbes a décidé d'augmenter la fréquence de ses vols pour la période estivale. Après un an et demi d'exploitation, les résultats de la compagnie ont dépassé les objectifs puisque la compagnie réalise 31 % de part de marché contre 20 à 25 % lors de l'ouverture de la ligne.

## Prix des carburants

Une étude a été réalisée par un cabinet de conseil proposant des solutions alternatives d'approvisionnement de la Guyane en produits pétroliers. En se fournissant en Europe, le prix du carburant pourrait diminuer de 20 centimes par rapport à ce que propose la Sara. La ministre chargée de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard a pris connaissance de ce rapport et a prévu une réunion de travail le 22 juin à Paris. D'ici là les prix ne devraient pas être modifiés.

### LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – mars 2010 (Indice base 100 : année 1998)	120,6	+ 0,2 %	+ 0,1 %
<b>Emploi</b> (Sources : DDTEFP et ASSEDIC)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin mars 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin décembre 2009	15 388 6 082	+ 1,4 % + 2,2 %	+ 10,7 % + 17,3 %
<b>RMI</b> (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin mars 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 367 15,8 M€	+ 0,9 %	- 4,6 % + 1,7 %
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douane)*	Exportations – février 2010 Cumul 2010 Importations - février 2010 Taux de couverture en cumul - à fin février 2010	7,0 M€ 23,3 M€ 84,3 M€ 156,1 M€ 14,9 %	- 57,2 %  + 17,3 %	+ 39,4 % + 101,8 % + 53,5 % - 0,2 % + 7,5 points

### LES SECTEURS D'ACTIVITE

<b>Espace</b> (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin avril 2009 Rappel cumul 2009	0 tir Ariane 5 (0 satellite) 7 tirs Ariane 5 (12 satellites)
<b>Riz</b> (Sources : DAF Guyane et Douane)*	Production de riz (2 <sup>ème</sup> tranche 2009) Cumul année 2009 (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> tranche) Exportations de riz (cumul à fin février 2010)*	7 048 tonnes (+ 17,8 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 806 tonnes (+ 18,9 % sur un an) pour 0,3 M€ (- 15,2 %)
<b>BTP</b> (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – avril 2010 Cumul de janvier à fin avril 2010	5 689 tonnes (- 8,2 % sur un an) 22 144 tonnes (- 23,5 % sur un an)
<b>Pêche</b> (Sources : IFREMER, DAM et Douane)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2009) Exportations de crevettes (cumul à fin février 2010)	1 326 tonnes (- 11,4 % sur un an) 95,8 tonnes (- 43,6 % sur un an)
<b>Or</b> (Source : Douane)*	Exportations d'or (cumul à fin février 2010)	3,1 M€ (+ 32,1 %)
<b>Bois</b> (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2009)	84 271 m <sup>3</sup> (+ 18,2 % sur un an)

\* données provisoires

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

### Taux d'intérêt légal

### Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)

ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

### Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

### TIBEUR (avril 2010)

Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3462%	0,3346%	0,3434%	0,3453%	0,4040%	0,6430%	0,9540%	1,2230%

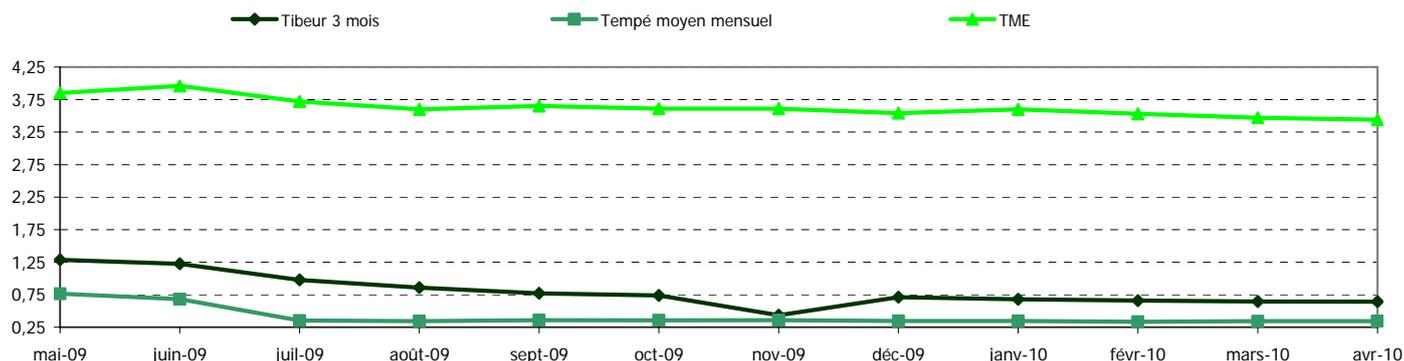
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	février	Mars	Avril
3,60%	3,53%	3,47%	3,44%	3,80%	3,73%	3,67%	3,64%

## Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		6,29%			
Prêts à taux variable		5,72%			
Prêts relais		6,25%			
<b>Autres prêts</b>					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,63%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,45%	Découverts en compte (1)		13,33%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,85%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

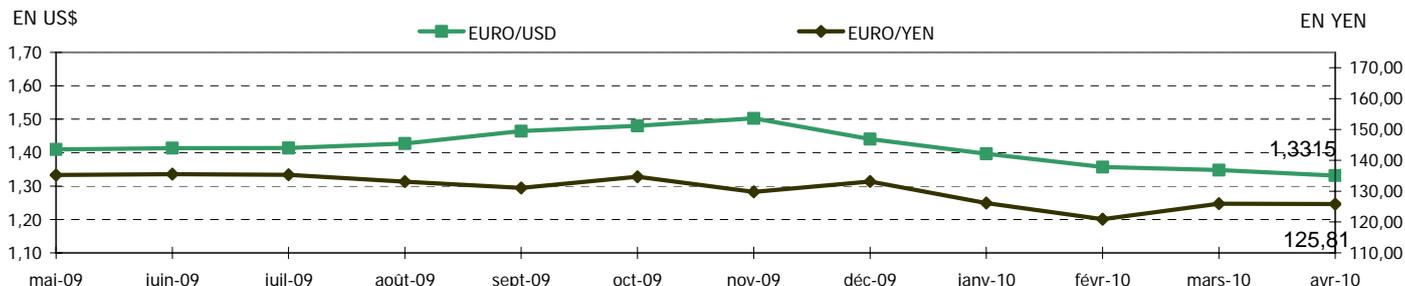
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3315	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,7628	EURO/SRD (Surinam)	3,64070
EURO/JPY (Japon)	125,8100	EURO/BWP (Botswana)	9,04090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,37410
EURO/CAD (Canada)	1,3379	EURO/SCR (Seychelles)	15,7730	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,8012
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87030	EURO/MUR (Maurice)	40,9813	EURO/BBD (La Barbade)	2,65260
EURO/SGD (Singapour)	1,8217	EURO/BRL (Brésil)	2,2959	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,43530
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3367	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,44400	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2718,91	EURO/XCD (Dominique)	3,581	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK